

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 2ter, 2de lid erin gevoegd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur wallon de la Chasse » (Waalse Hoge Jachtraad), gegeven op 27 augustus 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 mei 1999, overeenkomstig artikel 84, 1ste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de eigenaars van afgesloten gebieden in de zin van artikel 1, 10° van de jachtwet kunnen beschikken over een termijn van meerdere maanden vóór 30 juni 2000 om eventueel over kunnen te gaan tot de aanpassing van de hoogte van meerdere honderden afsluitingen voor de bescherming van teelten;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. De hoogte van de in artikel 2ter, 2de lid van de jachtwet van 28 februari 1882 bedoelde afsluitingen wordt vastgesteld als volgt :

1. voor de veiligheid van mensen : 5 meter maximum;
2. voor de bescherming van de teelten en het houden van vee : 1,2 meter maximum.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheden de jacht behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 99 — 2296

[C - 99/27555]

27 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives à la première zone du plan d'exposition au bruit (Zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives à la première zone du plan d'exposition au bruit (Zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er} bis, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne;

Considérant qu'il s'indique de mettre en œuvre sans délais les mesures prévues par l'arrêté précité du 10 septembre 1998 à l'égard des commerçants, des titulaires de profession libérale ou de toute autre personne habitant en zone A du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne et y exerçant une activité à caractère professionnel; qu'en effet, en raison des nuisances sonores nocturnes dans cette zone, ces catégories de personnes subissent un préjudice lié, d'une part, à la santé et, d'autre part, au trouble commercial ou professionnel subi en raison du départ de bon nombre d'habitants;

Considérant que partant, il convient de réouvrir le délai d'un mois prévu pour adresser aux riverains la proposition de promesse unilatérale d'achat, en faveur des personnes précitées;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'intégrer dans l'arrêté la désignation d'un tiers notaire au cas où les deux notaires choisis ne parviendraient pas à évaluer de commun accord le bien immobilier bâti ou non bâti.

Considérant enfin qu'il s'indique de prévoir l'indexation de la valeur des biens immobiliers bâtis ou non bâtis;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, de l'arrêté du 10 septembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives à la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne est remplacé par le texte suivant :

« Pour les biens immobiliers bâtis concernés, les conditions de la promesse unilatérale d'achat sont fixées par le modèle d'acte notarié annexé au présent arrêté ».

Art. 2. L'article 2, § 2, du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« La promesse unilatérale d'achat est portée, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la connaissance des personnes visées au paragraphe 1^{er}, dans le mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 10 septembre 1998 délimitant la première zone du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Biersef (zone A) et, pour les personnes visées par l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, dans le mois de l'entrée en vigueur dudit arrêté ».

Art. 3. A l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, il est ajouté un alinéa 3 libellé comme suit :

« Au cas où les deux notaires désignés ne parviendraient pas à se mettre d'accord sur la valeur des biens visés aux articles 2 et 3, la Chambre des Notaires compétente, par référence au lieu de situation du bien, fait choix d'un troisième notaire désigné parmi les notaires de l'arrondissement concerné. Ce dernier est chargé d'évaluer le bien et de trancher entre les valeurs estimées par les deux premiers notaires. Son avis est prépondérant pour le cas où il ne parviendrait pas à concilier ses deux confrères ».

Art. 4. L'article 4, § 2, alinéa 1^{er} du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Au cas où l'une des parties ne peut marquer son accord sur la valeur ainsi déterminée, elle notifie à l'autre partie, par envoi recommandé avec accusé de réception, ses revendications sur le prix, dans le mois de la notification du rapport d'expertise ou, s'il s'agit d'une personne visée par l'arrêté du... fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, dans le mois de la notification du montant de l'indemnité lui proposée en application de cet arrêté ».

Art. 5. Les 1^{er} et 2^e alinéas de l'article 8 de l'annexe I du même arrêté sont remplacés par le texte suivant :

« Le prix est fixé sur base de la valeur vénale du bien prédécrit telle qu'elle était à la date fixée par l'article 4, § 1^{er} du présent arrêté.

Cette valeur est fixée à la somme de et est indexée, en référence à l'indice des prix à la consommation, à compter de la date de la signature de la présente promesse ».

Art. 6. Le 1^{er} alinéa de l'article 6 de l'annexe II est remplacé par le texte suivant :

« Le prix est fixé sur base de la valeur vénale du bien prédécrit telle qu'elle est fixée à l'article 4 paragraphe 1^{er} du présent arrêté. Cette valeur est fixée à la somme de..... frs et est indexée en référence à l'indice des prix à la consommation à compter de la date de la signature de la présente promesse ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre de l'Economie et le Ministre des Transports sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 99 — 2296

[C — 99/27555]

27. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 1998 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 1998 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1bis, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund des am 12. Mai 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, unverzüglich die in dem vorerwähnten Erlass vom 10. September 1998 vorgesehenen Maßnahmen zu treffen bezüglich der Handeltreibenden, Freiberufler oder jeder anderen Person, die in der Zone A des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wohnen und dort eine Tätigkeit beruflichen Charakters ausüben; dass diese Kategorien von Personen in der Tat angesichts der nächtlichen Lärmbelastung in dieser Zone einen Schaden erleiden, der einerseits mit der Gesundheit und andererseits mit der gewerblichen oder beruflichen Störung infolge des Wegzugs eines großen Teils der Anwohner verbunden ist;

In der Erwägung, dass es demnach angebracht ist, die zur Information der Anwohner über den Vorschlag des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens vorgesehene Frist von einem Monat zugunsten der oben erwähnten Personen wieder einzuleiten;

In der Erwägung, dass es sich als erforderlich erweist, in den Erlass die Bezeichnung eines dritten Notars einzubeziehen, für den Fall, dass sich die zwei ausersehenen Notare über den Wert des bebauten oder nicht bebauten Immobilienguts nicht einigen können;

In der Erwägung, dass es schließlich angebracht ist, eine Indexierung des Wertes der bebauten oder unbebauten Immobiliengüter vorzusehen;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe und des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Artikel 2, § 1, Absätze 3 und 4 des Erlasses vom 10. September 1998 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird durch folgenden Text ersetzt:

« Für die betreffenden bebauten Immobiliengüter werden die Bedingungen des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens durch das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster der notariellen Urkunde festgelegt. »

Art. 2 - Der Artikel 2, § 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Text ersetzt:

« Die in Paragraph 1 erwähnten Personen werden im Laufe des Monats des Inkrafttretens des Erlasses vom 10. September 1998 zur Abgrenzung der ersten Zone des Lärmbelastungsplans des Flughafens von Bierset (Zone A), und die in dem Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, erwähnten Personen werden im Laufe des Monats des Inkrafttretens besagten Erlasses per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung von dem einseitig verbindlichen Ankaufsversprechen in Kenntnis gesetzt. »

Art. 3 - In dem Artikel 4, § 1 desselben Erlasses wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut beigefügt:

« Falls die zwei bezeichneten Notare sich nicht über den Wert der in Artikel 2 und 3 erwähnten Güter einigen können, entscheidet sich die zuständige Notariatskammer unter Bezugnahme auf die Ortsbezeichnung des Immobiliengutes für einen dritten Notar, der unter den Notaren des betreffenden Bezirks bezeichnet wird. Dieser wird damit beauftragt, den Wert des Immobiliengutes einzuschätzen und über die von den beiden ersten Notaren eingeschätzten Werte zu entscheiden. Sein Gutachten ist ausschlaggebend für den Fall, dass es ihm nicht gelingt, seine beiden Kollegen in Übereinstimmung zu bringen. »

Art. 4 - Der Artikel 4, § 2, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Text ersetzt:

« Falls eine der Parteien ihre Zustimmung zu dem derart festgelegten Wert nicht abgeben kann, übermittelt sie der anderen Partei innerhalb des Monats ab der Zustellung des Gutachterberichts oder, wenn es sich um eine in dem Erlass vom 27. Mai 1999 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, erwähnte Person handelt, innerhalb des Monats ab der Zustellung des Betrags der ihr in Anwendung dieses Erlasses vorgeschlagenen Entschädigung, per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung ihre Ansprüche bezüglich des Preises. »

Art. 5 - Die Absätze 1 und 2 des Artikels 8 der Anlage I desselben Erlasses werden durch folgenden Text ersetzt:

« Der Preis wird auf der Grundlage des Verkaufswertes des vorerwähnten Immobiliengutes festgelegt, der in Anwendung des Artikels 4, § 1 des vorliegenden Erlasses bestimmt wurde.

Dieser Wert wird auf den Betrag von..... BEF festgelegt und wird unter Bezugnahme auf den Index der Verbraucherpreise nach dem Datum der Unterzeichnung des vorliegenden Ankaufsversprechens an den Index gebunden. »

Art. 6 - Der Absatz 1 des Artikels 6 der Anlage II wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Preis wird auf der Grundlage des Verkaufswertes des vorerwähnten Immobiliengutes festgelegt, der in Anwendung des Artikels 4, § 1 des vorliegenden Erlasses bestimmt wurde.

Dieser Wert wird auf den Betrag von..... BEF festgelegt und wird unter Bezugnahme auf den Index der Verbraucherpreise nach dem Datum der Unterzeichnung des vorliegenden Ankaufsversprechens an den Index gebunden. »

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8 - Der Minister der Wirtschaft und der Minister des Transportwesens werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 99 — 2296

[C — 99/27555]

27 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 1998 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen voor de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (Zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 september 1998 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen voor de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 mei 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Overwegende dat de bij bovenvermeld besluit van 10 september 1998 bedoelde maatregelen zo spoedig mogelijk genomen moeten worden ten gunste van de handelaars, de titularissen van vrije beroepen of elke andere persoon die woont in de zone A van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren en er een activiteit met een handelskarakter uitoefent; dat deze categorieën van personen wegens de nachtelijke geluidshinder in deze zone inderdaad schade lijden, gebonden enerzijds aan de gezondheid en anderzijds aan de handels- of beroepsverstoring die ondergaan is wegens het vertrek van een groot aantal inwoners;

Overwegende dat de termijn van één maand die voorzien is om het voorstel van eenzijdige aankoopbelofte te richten tot de eigenaars van een aanliggende woning bijgevolg ten gunste van de bovenvermelde personen heropend moet worden;

Overwegende dat het besluit moet voorzien in de aanwijzing van een derde notaris ingeval beide gekozen notarissen het gebouw of ongebouwd onroerend goed niet in onderlinge overeenstemming zouden kunnen ramen;

Overwegende dat de indexering van de waarde van de gebouwde of ongebouwde onroerende goederen voorzien moet worden;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium, en de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, § 1, derde en vierde leden, van het besluit van 10 september 1998 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen voor de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt vervangen als volgt :

« Voor de betrokken gebouwde onroerende goederen, worden de voorwaarden van de eenzijdige aankoopbelofte bepaald aan de hand van het bij dit besluit gevoegde model van notariële akte. »

Art. 2. Artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De in § 1 bedoelde personen worden bij aangetekende brief met ontvangstbewijs in kennis gesteld van de eenzijdige aankoopbelofte, binnen de maand van inwerkingtreding van het besluit van 10 september 1998 tot afbakening van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthaven van Bierset (zone A) en, voor de personen bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, binnen de maand van inwerkingtreding van gemeld besluit. »

Art. 3. In artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Ingeval beide aangewezen notarissen het niet eens zouden kunnen worden i.v.m. de waarde van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde goederen kiest de bevoegde Kamer van Notarissen, met verwijzing naar de ligging van het goed, een derde notaris, aangewezen onder de notarissen van het betrokken arrondissement. Deze laatste moet het goed schatten en beslissen over de door beide notarissen geraamde waarden. Zijn advies is doorslaggevend indien hij zijn collega's niet tot overeenstemming zou kunnen brengen. »

Art. 4. Artikel 4, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Als één van de partijen niet kan instemmen met de aldus berekende waarde, moet ze de andere partij bij aangetekende brief en met ontvangstbewijs in kennis stellen van haar eisen omtrent de prijs, binnen de maand van de kennisgeving van het deskundigenrapport of, als het gaat om een persoon bedoeld bij het besluit van... tot vaststelling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, binnen de maand van de kennisgeving van het bedrag van de vergoeding die hem op grond van dat besluit voorgesteld is. »

Art. 5. Het eerste en het tweede lid van artikel 8 van bijlage I bij hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

« De prijs wordt berekend op grond van de verkoopwaarde van bovenvermelde goed op de datum vastgesteld door artikel 4, § 1, van dit besluit.

Die waarde bedraagt..... BEF en wordt geïndexeerd met verwijzing naar het indexcijfer van de consumptieprijzen te rekenen van de datum van ondertekening van deze belofte. »

Art. 6. Het eerste lid van artikel 6 van bijlage II bij hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De prijs wordt berekend op grond van de verkoopwaarde van bovenvermelde goed op de datum vastgesteld door artikel 4, § 1, van dit besluit. Die waarde bedraagt..... BEF en wordt geïndexeerd met verwijzing naar het indexcijfer van de consumptieprijzen te rekenen van de datum van ondertekening van deze belofte. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister van Economie en de Minister van Vervoer zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN



F. 99 — 2297

[C — 99/27554]

27 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires d'habitations situées dans la première zone (Zone A) du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er} *bis*, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'avis du conseil d'Etat, donné le 12 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, dans la perspective du développement durable des aéroports relevant de la Région wallonne, il s'impose de mettre en oeuvre des solutions urgentes et adéquates pour réduire les effets négatifs dans la première zone du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne et pour y favoriser l'implantation d'activités économiques complémentaires;

Considérant, en effet, que la détermination d'un plan d'exposition au bruit aéroportuaire, basé sur un inventaire permanent des niveaux d'exposition et complété par des mesures d'accompagnement, anticipe, efficacement, les recommandations du 5^e programme d'action de protection de l'environnement de l'Union européenne;

Considérant que, dans la zone géographique du plan d'exposition au bruit à laquelle correspond une nuisance sonore continue égale ou supérieure à Ld.n 70 dB (A), dite « zone A », la protection des habitants exposés à une telle nuisance sonore constitue un objectif prioritaire en matière d'environnement et de santé publique;

Considérant que dans l'intention du législateur les mesures d'accompagnement s'adressent à tous les locataires d'habitations situées en zone A du plan d'exposition au bruit des aéroports régionaux et pas seulement aux locataires de la zone A de l'aéroport de Liège-Bierset;

Considérant que l'arrêté du 10 septembre 1998 auquel se réfère l'arrêté précité en son article 1^{er}, § 1^{er}, n'a fixé que les limites de la zone A du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Liège-Bierset;

Sur la proposition du Ministre-Président chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme, du Patrimoine et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la région wallonne est remplacé par le texte suivant :

« Le Gouvernement est autorisé à proposer une prime de déménagement d'un montant de 150 000 francs aux locataires occupant à titre principal un logement sis dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Pour obtenir cette prime, les locataires de logements sis dans la première du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Bierset doivent établir que cette occupation existait avant le 1^{er} mars 1998.

Afin d'obtenir cette même prime, les locataires de logements sis dans la première zone du plan d'exposition au bruit des autres aéroports régionaux, doivent, quant à eux, établir que leur occupation existait, à tout le moins, un mois avant l'entrée en vigueur de l'arrêté fixant les limites de ladite zone. »

Art. 2. Le paragraphe 1^{er} de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1998 précité est remplacé par le texte suivant :

« Le locataire d'un logement sis dans la première zone du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Liège-Bierset introduit sa demande de prime accompagnée du document visé à l'article 1^{er} au service Serinfo ou auprès de tout autre organisme désigné par le Gouvernement, dans les 24 mois à dater de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Le locataire d'un logement sis dans la première zone du plan d'exposition au bruit d'un autre aéroport régional, introduit sa demande de prime accompagnée du document visé à l'article 1^{er} au service Serinfo ou auprès de tout autre organisme désigné par le Gouvernement, dans les 24 mois de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté fixant les limites de ladite zone ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.